

Ralliés, bienveillants ou opposants... Et pendant que la droite d'en haut se divise sur l'écueil Macron, où va la droite d'en bas ?



Les réactions de la droite "d'en bas" quant à la main tendue par Macron sont partagées entre sidération et attentisme.

Avec Guillaume Inigo

### **Atlantico : Quels sont les priorités de cette "droite d'en bas" qui a voté Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012 mais a abandonné Fillon en 2017 ? La sécurité ? L'emploi ?**

**Guillaume Inigo** : Il est d'abord utile de souligner qu'effectivement, François Fillon a peu bénéficié du soutien de l'électorat populaire, des employés et des ouvriers, contrairement à Nicolas Sarkozy en 2007.

Pour rappel, Nicolas Sarkozy avait bénéficié au 1er tour de 2007 de 32% des voix des employés et 26% des voix des ouvriers (source CEVIPOF Enquête post-électorale présidentielle 2007) contre respectivement 11% et 7% en faveur de François Fillon (source BVA Décrypter le vote des Français au 1er tour).

Une question peut se poser quant à l'adéquation des attentes des catégories populaires avec les propositions de François Fillon. En cela la comparaison des enjeux ayant structuré le vote des catégories populaires et des électeurs de François Fillon est éclairante :

- Premier enjeu cité par les catégories populaires ayant voté au 1er tour, l'immigration est citée à hauteur de 36% contre 30% auprès de l'électorat de F.Fillon (4ème enjeu cité)
- Le pouvoir d'achat (24%) et la lutte contre les inégalités sociales (20%) sont des sujets particulièrement cités par les catégories populaires alors qu'ils ressortent comme moins importants auprès de l'électorat de Fillon (respectivement 15% et 3%)
- Finalement François Fillon a davantage capté des voix autour de sujets importants pour les retraités. Un exemple frappant : la réduction de la dette publique est un des deux enjeux les plus importants dans son électorat, cité à 41% contre 9% seulement pour les catégories populaires.

On note un vrai décalage donc entre les attentes des catégories populaires et les sujets qui ont porté François Fillon, d'autant plus qu'il proposait un projet de réforme économique et du travail potentiellement anxiogène pour ces catégories de populations (sans

---

parler de la sécurité sociale).

## **Soutiennent-ils le ralliement à Emmanuel Macron ? Ou y voient-ils une trahison ?**

**Maxime Tandonnet** : C'est difficile à dire aujourd'hui car il y a sans doute des différences entre les uns et les autres. Cette droite d'en bas est profondément désarmée. Après le retrait de Nicolas Sarkozy, elle n'a pas retrouvé de leader. Elle est assommée, ne sait plus où elle en est. Elle observe l'étrange silence de ses chefs, Sarkozy, Juppé, Fillon qui eux-mêmes sont partagés et sous l'effet d'une sorte de sidération. Il est probable que la droite d'en bas est dans l'attente. Sur ses priorités, la sécurité, la maîtrise des frontières, la Nation, elle attend de voir quelles seront les décisions du gouvernement. Toutefois, dans sa majorité, la droite d'en bas n'est probablement pas dupe de ce qui se passe en ce moment. Elle se montre sceptique envers le nouveau pouvoir, la place qu'il donne à la communication et aux calculs personnels ne lui a pas échappé. Ses contradictions non plus. Elle n'est sûrement pas en train d'opérer un ralliement de masse.

**Guillaume Inigo** : De fait, dès le 1er tour, les catégories populaires avaient davantage voté Marine Le Pen, dynamique confirmée au 2nd tour (49% des voix de l'électorat populaire contre moins de 34% chez les Français au 2nd tour). Elles ne se sont certainement pas senties trahies par un candidat qui avait peu d'écho auprès d'eux.

Rappelons de plus que la droite avait perdu la précieuse conquête de 2007 des employés et ouvriers au profit de François Hollande en 2012 : 6 sur 10 avaient voté Hollande au 2nd tour de la présidentielle (source Enquête IPSOS au lendemain du 2nd tour de 2012) et ils n'avaient visiblement pas estimé que la droite (et Nicolas Sarkozy) avait répondu à leurs préoccupations.

La question pourra se poser en revanche à l'égard des personnalités de droite ayant rallié Emmanuel Macron au-delà du seul « Front Républicain » : auprès des électeurs de droite la rupture peut s'avérer profonde, à l'image de François Bayrou qui n'a jamais retrouvé la sympathie de l'électorat LR depuis son choix de voter Hollande en 2012.

## **Idéologiquement, sont-ils plus conservateurs et autoritaires ou centriste, européens et libéraux ? Est-ce que Macron peut récupérer ces électeurs ?**

**Maxime Tandonnet** : Idéologiquement, la droite d'en bas est assez proche, me semble-t-il, de la vision qu'incarnait Nicolas Sarkozy, dont l'échec tient plus à des attitudes personnelles qu'à des questions de fond. Elle est dominée par le réalisme et non l'idéologie. Elle attend l'efficacité et le volontarisme d'un gouvernement dans la lutte contre l'insécurité, la maîtrise des frontières, la cohésion nationale, l'autorité républicaine. Elle est libérale sur le plan économique mais sans excès, croit aussi à l'intervention de l'Etat pour protéger les intérêts de la France en matière industrielle. Elle est européenne mais pas européiste. Les transferts de compétences à Bruxelles ne sont pas un but en soi, même si la droite d'en bas est parfaitement consciente de l'importance de l'unité politique de l'Europe face aux périls planétaires. Elle attend un Etat ferme et autoritaire qui assure la cohésion nationale, la lutte contre le communautarisme sous toutes ses formes. Emmanuel Macron pourrait en effet, à terme, récupérer ces électeurs sous réserve de répondre, dans les faits, à leur attente d'un Etat fort et protecteur et d'une politique respectant les intérêts de la Nation. Aujourd'hui nous n'en sommes pas là.

**Guillaume Inigo** : En termes de valeurs une certaine distance peut exister avec Emmanuel Macron. Si des valeurs cardinales sont partagées par l'ensemble des Français (Travail, Justice...), la liberté par exemple sera davantage mise en avant par les électeurs d'Emmanuel Macron que les catégories populaires. Par ailleurs celui-ci a davantage parlé et conquis les diplômés, urbains, cadres que les catégories populaires. Le dossier de l'Europe a été un vrai marqueur dans l'opinion lors de cette élection, 2ème sujet le plus important pour les électeurs d'Emmanuel Macron au 1er tour (7ème sujet cité par les catégories populaires).

Même s'ils sont plutôt éloignés idéologiquement d'Emmanuel Macron celui-ci pourra les convaincre si les résultats sur les sujets qu'ils valorisent sont au rendez-vous, notamment la question de l'emploi, de l'économie mais aussi de la protection des plus fragiles sur le marché du travail. L'amélioration de leurs perspectives économiques sera décisive si Emmanuel Macron veut les rallier à lui. Evidemment la question pour le nouveau Président sera de savoir si les législatives lui permettront d'appliquer son programme pour que les éventuels effets positifs sur ces sujets lui soient attribués.

## **Au regard de ces réponses, peut-on dire qu'il y a une certaine confusion dans l'électorat populaire de droite ? Est-ce qu'Emmanuel Macron a réussi à "piéger" les électeurs de droite notamment à travers la composition de son gouvernement ?**

**Maxime Tandonnet** : Comment le dire avec certitude en l'absence d'enquête d'opinion sur ce point ? Intuitivement, je ne le pense pas. Il me semble que le bon sens populaire est une réalité. Les électeurs, de droite comme de gauche, ressentent bien les intentions qui se profilent derrière ce gouvernement, la part qu'il donne à la communication et aux récupérations politiciennes, aux recyclages. Certes, il n'y a là rien de nouveau, mais plutôt le sentiment de déjà-vu. On parle beaucoup de recomposition et de renouvellement.

---

C'est vrai en façade, au niveau des apparences. Mais sur le fond, dans les méthodes, les comportements, la conception de la politique au service de l'ego plutôt qu'au service du bien public, la continuité semble prévaloir. Cela s'appelle faire du neuf avec du vieux. Le piège fonctionne-t-il au niveau de l'électorat ? Nous en saurons davantage au moment des législatives. Mon sentiment est qu'un profond scepticisme règne sur le pays qui ne voit rien de bien nouveau, par delà la surface médiatique des choses, dans le paysage politique français.

**Guillaume Inigo** : L'avenir politique est aujourd'hui tellement incertain (quelle majorité à l'assemblée ? quelle recomposition ?) qu'il est un peu tôt pour le dire. Comme indiqué ci-dessous ce sont plus des questions pragmatiques qu'idéologiques qui auront un réel impact.

### **Et qu'en est-il de la droite elle-même ? Comment peut-elle réagir ?**

**Maxime Tandonnet** : Elle est dans une position invraisemblable en ce moment. Elle vient de connaître, avec les présidentielles de 2017, le pire échec de son histoire : perdre une élection qui paraissait imperdable. Elle est responsable de cet échec : esprit d'imitation de la gauche à travers les catastrophiques primaires, incapacité à s'adapter à la situation lors du scandale touchant François Fillon. Pourtant, elle semble tenir dans son ensemble, par-delà les ralliements individuels à l'équipe Macron. Il lui faut se reconstituer sur le plan des idées, savoir où elle veut aller en matière d'Europe, de politique économique et sociale, de sécurité, de frontières. La crise du Front national est une occasion de ramener une partie de l'électorat désespéré à une vision plus modérée et constructive. On peut comprendre l'attitude de fermeté de la droite vis-à-vis de ses membres qui ont choisi de rejoindre la présidence Macron. La politique est une affaire collective, pas seulement de plans de carrière individualistes. Il est choquant de voir des personnes qui doivent absolument tout aux investitures accordées par une formation politique et qui soudain décident de s'affranchir de toute solidarité et esprit d'équipe. Il n'est pas du tout sûr que les électeurs apprécient cette attitude. Pour autant, la droite, le parti républicain, doit réinventer une nouvelle forme d'opposition, ferme, mais constructive, susceptible de soutenir les aspects positifs d'une politique, surtout si les élections législatives débouchaient sur l'absence d'une majorité présidentielle.